

L'avenir de l'Afghanistan : une responsabilité afghane

Taiba Rahim*

Taiba Rahim est de nationalité afghane. Enseignante de formation, elle préside aujourd'hui l'Association Nai Qala. En mars 2010, la Ville de Genève lui a décerné un prix pour son travail en Afghanistan.

Résumé

Chaque jour, de mauvaises nouvelles nous arrivent d'Afghanistan. Depuis trente ans, le pays est continuellement ravagé par la guerre. Pour survivre, les Afghans, hommes et femmes, sont en proie à de terribles difficultés et la majorité d'entre eux n'ont rien connu d'autre que la guerre. Une lourde responsabilité pèse cependant sur les épaules des Afghans eux-mêmes, qui ont causé d'immenses souffrances à leurs compatriotes. Cet article montre que l'avenir de l'Afghanistan est entre les mains de la population afghane. Les problèmes actuels ne peuvent pas être et ne seront pas résolus de l'extérieur. Il est temps que les Afghans et les Afghanes affrontent leurs problèmes, surmontent leurs divisions et élaborent leurs propres solutions.

: : : : : :

Rares sont les jours où des nouvelles, plus mauvaises les unes que les autres, ne nous parviennent pas de mon pays, l'Afghanistan. Que ce soit à la radio, à la télévision ou sur Internet, on nous raconte, encore et encore, les mêmes histoires de violences, de destructions, de divisions, de corruption et de désespoir.

Je suis née en 1968 dans la province du Helmand et je n'ai connu la paix en Afghanistan qu'au cours des toutes premières années de ma vie. La guerre ne nous a laissé aucun répit ces trente dernières années. Les Afghans et les

* La version originale anglaise de cet article est publiée sous le titre «The future of Afghanistan: an Afghan responsibility», dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 92, N° 880, décembre 2010, pp. 993-1002.

Afghanes luttent avec acharnement pour survivre, s'efforçant de subvenir aux besoins les plus élémentaires de leurs enfants et de leurs proches, d'accéder aux soins de santé et à un emploi et de rester à l'abri du danger.

Des civils sont blessés ou tués chaque jour, dans des attentats-suicides ou à la voiture piégée, ou lors de raids aériens ou de combats au sol. Le territoire de l'Afghanistan est truffé de mines. Ces engins causent d'atroces blessures bien des années après avoir été posés et rendent de vastes superficies impropres à l'agriculture. Les Afghans ordinaires, opprimés par les divers groupes armés du pays, endurent d'indescriptibles vexations et vivent constamment dans la peur.

La pauvreté et le conflit armé prolongé ont engendré une situation socioéconomique extrêmement sombre. L'espérance de vie des femmes, par exemple, n'est que de 43 ans en Afghanistan contre 82 ans en Suisse (il faut remonter à 1880 pour trouver une espérance de vie de 43 ans chez les Suissesses). Et les chiffres ne sont guère plus élevés pour les hommes¹. Le taux de mortalité maternelle en Afghanistan est estimé à 1700 décès pour 100 000 naissances, alors qu'il est de 5 pour 100 000 en Suisse. D'après les estimations, le taux de mortalité infantile (à savoir le nombre d'enfants qui décèdent avant l'âge de 1 an) est de 160 à 180 enfants pour 1000 naissances vivantes (le taux est de 5 ‰ en Suisse). Enfin, le taux de mortalité des moins de 5 ans est, quant à lui, estimé à 257 pour 1000 naissances vivantes (contre 5 ‰ en Suisse). En d'autres termes, en Afghanistan, 25 % des enfants n'atteignent jamais leur cinquième anniversaire². Les indicateurs relatifs à l'éducation ne sont pas plus encourageants. Le taux d'alphabétisation en Afghanistan est parmi les plus faibles au monde : 72 à 75 % des Afghans ne sauraient ni lire ni écrire³.

Cette conjoncture a eu un impact catastrophique sur des millions d'Afghans, dont la plupart ne connaissent rien d'autre que la guerre. Précisons toutefois que les Afghans eux-mêmes portent une grande part de responsabilité dans cette situation, car ce sont eux qui ont causé tant de souffrances à leurs compatriotes.

Ces dernières années, j'ai enfin compris qu'outre ses nombreux tourments, l'Afghanistan souffre d'une incapacité à défendre ses intérêts et à écrire ou à maîtriser sa propre histoire. Chaque jour, il se laisse submerger par les opinions et les certitudes des observateurs étrangers, diffusées dans le monde entier. Et chaque jour, les médias internationaux, les groupes de réflexion et les porte-parole de la communauté internationale parlent de nous et écrivent sur nous, sur qui nous sommes, sur les raisons de notre tragique situation et sur ce que nous devrions faire pour sortir de notre enlèvement.

1 Voir le profil de l'Afghanistan établi par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à l'adresse : <http://www.who.int/countries/afg/fr/index.html> (dernière consultation le 7 avril 2011).

2 Voir les statistiques pour l'Afghanistan du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à l'adresse : http://www.unicef.org/french/infobycountry/afghanistan_statistics.html (dernière consultation le 7 avril 2011).

3 *Ibid.*

Les années de guerre ont porté atteinte à la capacité de l'Afghanistan de façonner sa propre identité et, partant, de dessiner son propre avenir. Dans les pages qui suivent, j'expliquerai pourquoi l'avenir de l'Afghanistan est, selon moi, entre les mains des Afghans. En effet, les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés ne peuvent pas être réglés de l'extérieur. Même si la solidarité et le soutien étrangers auront toujours de l'importance, il est temps que les Afghans et les Afghanes affrontent leurs problèmes, surmontent leurs divisions et élaborent leurs propres solutions. Je vais vous présenter quelques-uns des défis majeurs que le pays doit relever.

À la découverte de l'âme de l'Afghanistan

Dans le cadre de l'analyse des conflits et des études de développement, une grande attention est accordée à la notion de *gouvernance*. Qu'il s'agisse du Libéria, de la Somalie ou de l'Afghanistan, on souligne à de nombreuses reprises l'importance d'éléments tels qu'une répartition du pouvoir bien organisée et clairement structurée, l'état de droit et des institutions transparentes et responsables.

Les débats sur la gouvernance paraissent quelquefois technocratiques et donnent l'impression que la « bonne gouvernance » est un remède universel qui réglera tous vos problèmes les plus urgents. La réalité est beaucoup plus complexe : étudier de près les questions de gouvernance en Afghanistan équivaut à s'embarquer dans un voyage à la découverte de l'âme du pays.

Traditionnellement, en Afghanistan, l'autorité a toujours été exercée le plus localement possible, à savoir par les aînés des divers clans ou les chefs tribaux. Du fait de cette décentralisation du pouvoir, il a été difficile de maintenir l'unité du pays. Ce n'est qu'au milieu du XVIII^e siècle que le royaume d'Afghanistan a été véritablement unifié par son souverain, Ahmad Shah Durrani, dont le fils Timur a transféré la capitale de Kandahar à Kaboul en 1776. Depuis lors, l'Afghanistan a subi l'association disparate d'une âme décentralisée et d'un pouvoir central exercé depuis la capitale. Pendant plus de 250 ans, aucun des rois, premiers ministres et présidents – et occupants étrangers – n'est parvenu à exercer l'autorité de manière à réunir tout le pays et à lui donner un objectif commun.

Il est difficile de ne pas avoir l'impression que tous ceux qui ont été au pouvoir à Kaboul ont continué à appliquer des principes relevant des politiques locales. Pour les Afghans, régner en maître à Kaboul était juste une autre façon de servir ses propres intérêts et ceux de sa famille ou de son clan étendu. Un vieux dicton afghan décrit très bien cette réalité : « Tout Afghan rêve de prendre un jour le pouvoir à Kaboul. Mais dès qu'il est au pouvoir, il perd le contrôle du reste du pays ». Les étrangers ont connu le même sort. Même si les objectifs visés étaient différents, l'invasion soviétique et celle dirigée par les États-Unis ont échoué parce qu'elles se sont surtout attachées à contrôler et à soutenir la capitale et quelques autres centres urbains.

J’ai moi-même vécu cette forte relation d’amour-haine entre la capitale et le reste de l’Afghanistan, lorsque ma famille a quitté la province du Helmand pour s’installer à Kaboul. J’étais alors adolescente et mon père était déterminé à voir ses fils et ses filles aller à l’université. Pour des gens comme nous, Kaboul, la capitale, était pleine de promesses à cette époque, mais nous ne pouvions pas ne pas sentir le fossé qui existait entre la ville et ses habitants d’une part, et le reste du pays d’autre part.

C’est à Kaboul que des investissements se réalisaient, que des infrastructures se construisaient et que s’offraient des possibilités d’avenir. Les habitants des provinces étaient considérés comme retardés et peu instruits, ils étaient presque traités comme des étrangers. De telles attitudes existent peut-être également dans d’autres pays, mais en Afghanistan, cette cassure est encore renforcée par l’absence de volonté manifeste d’unifier l’ensemble de la population dans toute sa diversité et de la réunir autour d’un projet d’ampleur véritablement nationale. À examiner de plus près l’histoire du pays, on s’aperçoit que certains souverains n’ont « découvert » la notion d’unité que lorsque leur autorité a été remise en cause ou quand ils ont été menacés d’être renversés. Au cours de leur histoire, les Afghans ne sont jamais parvenus à bâtir une vision dans laquelle leur pays constituerait un tout et ils n’ont pas su amener la capitale à regarder plus loin que ses murs et à servir les intérêts de toute la nation.

Bâtir une identité commune

Toute nation, toute société – et en fait, tout être humain – a une identité propre, qui repose sur un ensemble d’expériences ou de mythes, de valeurs et d’aspirations. Replaçons ces éléments dans le contexte de l’Afghanistan. Si l’on demande à mes compatriotes ce qui fait de nous des *Afghans*, la plupart citeraient, je pense, en premier lieu la foi musulmane. D’autres religions existent bien entendu en Afghanistan, mais l’identité afghane est intrinsèquement liée à l’islam depuis des siècles. Mis à part les récents événements, l’islam pratiqué en Afghanistan est modéré, modeste et ouvert.

J’ai grandi dans une famille qui suivait fidèlement les préceptes de cette religion. Mon père était un homme profondément religieux, il considérait qu’il était de sa responsabilité de veiller à ce que ses enfants reçoivent une éducation dans le cadre du système national, même s’ils vivaient selon les enseignements du Coran. Les années de conflit, le poids des traditions tribales et les influences étrangères ont conduit à une interprétation plus radicale et parfois plus violente du Coran. Il n’en demeure pas moins que l’islam restera sans aucun doute un élément fortement unificateur de l’identité afghane.

Au-delà de la religion et de la foi, la situation est beaucoup plus compliquée. Bon nombre d’Afghans diront probablement que l’identité du pays s’est formée au travers de nombreux événements qui ont vu le peuple se rassembler pour tenir en échec les armées étrangères envahissant le pays. Des observateurs extérieurs parlent de l’Afghanistan comme du « cimetière des

empires»⁴. Cette détermination inébranlable à préserver leur indépendance est une source de fierté pour la plupart des Afghans. Après tout, très peu de pays au monde peuvent se targuer de n'avoir jamais été colonisés. Et pourtant, si l'on y regarde de plus près, il semble que le fait d'avoir vaincu les troupes britanniques, puis soviétiques, ne suffit pas à créer une identité nationale commune : qui voudrait vivre dans un cimetière ?

Des troupes étrangères ont, à maintes reprises, tenté d'envahir l'Afghanistan. Il est vrai que les Afghans ont réussi à résister à bon nombre de ces tentatives de conquête et qu'ils peuvent être fiers de vouloir se gouverner eux-mêmes. Nous n'avons pourtant pas été capables de déterminer comment mettre à profit cette indépendance si durement acquise. Dès que nous sommes laissés à nous-mêmes, nous nous déchirons, rongés par nos divisions et notre manque d'objectif commun. Si vous discutez avec une famille afghane moyenne ou si vous prenez le thé avec un groupe de villageois âgés, tous répondraient à vos questions sur l'identité afghane en rappelant les batailles livrées par les Afghans, plutôt qu'en faisant référence à un quelconque élément lié au développement du pays. Il ne viendrait à l'idée de personne de mentionner une campagne nationale d'alphabétisation ou l'installation d'un vaste système d'irrigation, par exemple.

Pour que notre pays puisse jouir d'un certain degré de stabilité, il importe que nous, Afghans, construisions d'abord une image positive de nous-mêmes et élaborions un programme d'action national faisant intervenir chacun de nous sans exception. Mais pour ce faire, il est nécessaire de régler certaines questions complexes.

Réduire la disparité entre ville et campagne

J'ai déjà évoqué le fossé qui existe entre la capitale et le reste du pays, mais les lignes de fracture émotionnelles et sociales qui séparent les centres urbains des régions rurales sont encore plus profondes. Les générations successives de dirigeants nationaux n'ont pas réussi à élaborer des politiques qui intègrent les communautés rurales dans un plan directeur national.

J'ai souvent entendu des commentaires venant de l'étranger sur l'irrationalité de la violence et des destructions infligées par les factions afghanes à leurs villes et villages au cours de cette guerre sans fin. En 1992, lorsque Kaboul est tombée aux mains des moudjahidines, qui ont commencé à se battre entre eux pour le contrôle de la ville, une bonne partie des dommages ont été causés notamment par des combattants de la campagne qui voulaient régler leurs comptes avec la capitale. Rien ne justifie la brutalité qui a fait tant de morts et de blessés parmi les civils. Toutefois, il est indispensable d'analyser les causes profondes de cette violence et de cette colère, qui trouvent leur origine

4 Voir Seth G. Jones, *In the Graveyard of Empires: America's War in Afghanistan*, W. W. Norton & Company, New York and London, 2009.

entre autres dans un sentiment d’humiliation attisé décennies après décennies, des siècles durant.

Certains m’ont demandé pourquoi les combattants ne se sont pas tout simplement installés dans les maisons et les palais plutôt que de les détruire. N’oublions pas que les Afghans venant des régions rurales ne se sont jamais sentis les bienvenus dans leur propre capitale. Leur contribution à l’économie du pays et à la création de la richesse nationale n’était pas reconnue, leur ressentiment s’est porté sur les villes et leurs habitants. Il va sans dire que je n’excuse en aucun cas leur brutalité. D’ailleurs, à cette époque, ma famille et moi-même, comme d’autres milliers d’habitants de Kaboul, avons été témoins et victimes des destructions et de l’impact de celles-ci sur le quotidien de la population et sur l’image de l’Afghanistan à l’étranger.

Après 2001, les choses ont commencé à changer quelque peu et le parlement afghan, élu le 18 décembre 2005, était déjà légèrement plus représentatif de la diversité régionale du pays. Cependant, sur le plan de la *gouvernance*, nous sommes encore loin d’avoir trouvé la bonne approche. En effet, l’accent a une nouvelle fois porté principalement sur les institutions à Kaboul. En d’autres termes, les décideurs et les législateurs se concentrent de nouveau dans la capitale, où ils perpétuent la vieille tendance à la centralisation. Personne ne nie que Kaboul ait besoin de personnes compétentes, mais elles ne doivent pas se contenter d’attirer les investisseurs et d’apporter le progrès dans la capitale uniquement.

Elles devraient, au contraire, bâtir une nouvelle conscience politique afghane qui ait pour but de transférer certains aspects de la prise de décisions et de l’élaboration des lois au niveau des provinces. L’Afghanistan doit parvenir à un consensus à l’échelle du pays sur les actions relevant du pouvoir national et celles relevant de la compétence des diverses régions. Les investissements et les efforts de développement – notamment des ambitieux plans de développement des zones rurales, des initiatives micro-économiques et des programmes d’éducation – seraient alors mieux répartis à travers le pays. Les villes de Kaboul, Herat, Mazar, Kandahar et Jalalabad ne peuvent pas être les seuls lieux du pays vers lesquels la population peut se tourner en quête d’un avenir meilleur. Pour que l’Afghanistan soit plus sûr, il faut que les Afghans disposent de meilleures possibilités économiques et sociales là où ils vivent.

Les réfugiés afghans rentrés au pays ou renvoyés de force après des années passées à l’étranger, principalement au Pakistan ou en Iran, sont une triste illustration de ce phénomène : la plupart d’entre eux vivent maintenant à Kaboul. Certes, ils se sont installés dans la capitale surpeuplée, en partie du fait de l’insécurité qui prévaut dans leur lieu d’origine, mais aussi et surtout pour des motifs économiques (généralement liés à l’agriculture) ; rien ne les attendait chez eux. De même, les premières erreurs dans l’invasion conduite par les États-Unis ont peut-être été le refus de s’engager dans la construction d’institutions et dans la sécurisation du pays au-delà de Kaboul et, encore plus important, l’incapacité à garantir que les régions rurales bénéficient également de la présence internationale.

Ce n'est pas à partir de la capitale ou dans la capitale qu'on bâtira un Afghanistan stable. Un véritable processus politique doit être élaboré par le gouvernement à Kaboul, mais ce processus ne sera efficace et durable que si les régions rurales du pays sentent qu'elles font partie d'un tout.

L'Afghanistan est la somme de tous ses groupes ethniques

La Constitution afghane énonce que :

«La nation d'Afghanistan se compose des groupes ethniques suivants : Pachtounes, Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, Turkmènes, Baloutches, Pashayis, Nouristanis, Aymaks, Arabes, Kirghizes, Kizilbashes, Gujaris, Brahouis et autres.

Le terme 'afghan' s'applique à tout citoyen d'Afghanistan⁵».

Le but est que chacun se sente le bienvenu ; pourtant, rares sont les Afghans qui affirmeraient que cette « nation de tous les Afghans » a existé un jour ou existe aujourd'hui, d'une manière véritablement significative. Pendant très longtemps, de nombreuses personnes ont associé le fait d'être Afghan au fait d'être Pachtoune. Les Pachtounes ont en effet fondé l'Afghanistan et lui ont fourni ses familles ou ses clans dirigeants pendant plus de 200 ans, jusqu'aux premières années du conflit des années 1980.

La guerre est certes un phénomène destructeur qui cause d'immenses souffrances, mais elle peut aussi quelquefois transformer les sociétés de manière inattendue, notamment en amenant à maturité des communautés ou des groupes auparavant marginalisés et opprimés. Les conditions qui prévalent aujourd'hui en Afghanistan sont loin de refléter les idéaux consacrés dans la Constitution. Si la guerre venait à prendre fin, l'un des plus grands défis de l'Afghanistan serait d'apprendre à dépasser les clivages ethniques et ce, dans la théorie et la pratique. Très peu de partis politiques prônent une vision ou une plateforme qui englobe toutes les communautés ethniques, car l'histoire du pays et les conflits qui l'ont marquée ont généré des politiques ethniques bien enracinées.

Un malaise généralisé règne entre les diverses communautés, né de souffrances accumulées au fil du temps et d'un manque de confiance invétéré. Les Afghans ne savent pas comment cohabiter, ce qui constitue un obstacle majeur dans l'édification d'un pays unifié. Le niveau de confiance entre les différentes communautés n'a jamais été aussi bas qu'aujourd'hui. À dire vrai, si l'Afghanistan entend jouir d'un avenir stable, plus encore qu'une réelle ouverture et une plus grande coopération entre les communautés ethniques du pays pour résoudre les problèmes socio-économiques les plus pressants, d'autres éléments doivent être pris en compte.

5 Constitution de l'Afghanistan, chapitre 1, art. 4, disponible à l'adresse : http://www.afghan-web.com/politics/current_constitution.html (en anglais, dernière consultation le 11 avril 2011).

Parce qu’il s’est laissé régir par les différences qui divisent son peuple et parce qu’il n’a pas su définir des éléments unificateurs, l’Afghanistan n’a pratiquement aucune idée de ce que signifie le fait d’être une nation. Au-delà des principes exprimés dans la Constitution, la question qui se pose à nous, Afghans, est de savoir si nous serons capables à l’avenir de nous bâtir une culture, un objectif et un sens de l’histoire communs inhérents au concept de « nation ».

La dignité pour les hommes et les femmes

La situation des femmes en Afghanistan attire régulièrement toute l’attention de la communauté internationale. J’ai déjà souvent évoqué la question, oralement et par écrit, et ce sujet me tient tout particulièrement à cœur⁶.

Régie par la tradition, la société afghane est extrêmement conservatrice. De tout temps, les hommes ont exercé un pouvoir immense dans la société et en politique. Les femmes, quant à elles, sont marginalisées et opprimées. Elles font face à de terribles difficultés, en particulier dans les régions rurales, et la guerre est venue aggraver leur sort. Les femmes ont subi d’atroces actes de violence et abus, et ont dû affronter plus que d’autres encore l’humiliation, la pauvreté et l’exclusion.

Malgré la colère et le ressentiment que cette réalité provoque en moi, et en bien d’autres personnes en Afghanistan et à l’étranger, je crois profondément à la nécessité d’arrêter de dépendre constamment les Afghanes comme des victimes. Pour préserver leur dignité – notre dignité – il faut tout d’abord valoriser leur force de caractère. Nous voulons être – et, de fait, *sommes* – les acteurs de notre propre développement. Nous ne sommes pas de simples statistiques illustrant des articles bien intentionnés consacrés à notre sort. Nous ne voulons pas compter parmi les préoccupations des gens ou faire la une de la presse internationale ; nous ne voulons pas susciter la pitié ou servir de justification à ceux qui se raccrochent à des stratégies militaires qui ont fait long feu.

Ce que nous voulons, ce n’est pas être l’objet des discussions, mais être écoutées. Or, pour ce faire, les Afghanes doivent prendre leurs responsabilités et élaborer un discours et une action résolument tournés vers l’avenir. Rien n’est gratuit. Un combat long et difficile nous attend, combat que nous devons entreprendre nous-mêmes. Il ne faut pas oublier que, même si au cours de ces trente dernières années nous avons quelquefois bénéficié de l’attention accrue et de l’engagement de la communauté internationale, il y a aussi eu, pour le moins que l’on puisse dire, de longues périodes de silence ou d’attention limitée.

Fortes de cette constatation, les Afghanes doivent prendre l’initiative de modeler ou d’établir les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes de manière plus équilibrée et plus juste. De nombreuses femmes le font déjà

6 Taiba Rahim, ‘An identity of strength : Personal thoughts on women in Afghanistan’, dans *International Review of the Red Cross*, N° 847, septembre 2002, pp. 627-641.

activement, s'exposant parfois à de graves menaces. Aujourd'hui, des femmes font de la politique, sont enseignantes ou travaillent comme infirmières dans les hôpitaux. En dépit des risques encourus, elles sont déterminées à assumer leurs responsabilités et à contribuer ainsi au changement.

Parallèlement aux atroces souffrances qu'elle a causées, la guerre a aussi transformé la société afghane. L'Afghanistan compte un nombre extrêmement élevé de veuves. En vertu des valeurs traditionnelles, certaines sont encore les bienvenues dans leur famille étendue, mais bon nombre d'entre elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes et doivent subvenir aux besoins de leurs enfants et assumer leurs responsabilités et leur nouveau rôle plus activement. Le nombre de femmes qui siègent au parlement, même s'il découle sans aucun doute des pressions internationales, est une autre preuve d'un contexte en évolution.

L'amélioration des perspectives des femmes afghanes doit s'inscrire dans un effort plus large, visant aussi à améliorer la situation des hommes afghans. Personne ne doit nier ou minimiser la terrible oppression et cruauté dont les Afghanes ont été victimes avant et pendant la guerre de la part d'hommes à titre individuel ou de parties au conflit. Toutefois, si l'on examine honnêtement ce que les hommes ont enduré ces trente dernières années, on parvient à la même sombre conclusion : nombreux sont ceux qui ont été humiliés, tués, torturés ou maltraités d'une quelconque autre manière.

Aujourd'hui, dans les villes et villages de tout le pays, d'honnêtes hommes sont à la recherche d'un emploi et de moyens d'existence, en quête de dignité. Dans la majorité des cas, leurs efforts restent vains. Il serait très problématique de faire abstraction de cette réalité et de ses conséquences négatives, qui assombrissent l'espoir de voir l'Afghanistan jouir d'un avenir meilleur. J'ai déjà expliqué qu'il nous faut surmonter les divisions ethniques et le fossé ville-campagne. Je suis tout aussi convaincue que les stratégies, dont le but est d'améliorer la situation des femmes de mon pays, doivent inclure des mesures visant à améliorer également la situation des hommes.

Un engagement envers l'éducation

La guerre dure maintenant depuis si longtemps que de plus en plus d'Afghans n'ont jamais connu leur pays en paix. Pour beaucoup d'Afghans, la paix est une réalité très lointaine, totalement inaccessible. Lors de certaines de mes présentations sur l'Afghanistan ou la situation des femmes, l'assistance s'est montrée dubitative lorsque j'ai évoqué des étapes que je juge nécessaires – et réalisables – pour assurer un meilleur avenir au peuple afghan, par exemple des initiatives locales destinées à améliorer le niveau de l'éducation.

Comment pourrais-je reprocher aux étrangers de penser que la situation de mon pays est sans espoir ? Les nouvelles qui leur parviennent sont plus mauvaises les unes que les autres et l'image qu'ils ont des Afghans est associée à la guerre, à la brutalité, à l'extrémisme et à l'oppression des femmes. Il est vrai

que pour de nombreux Afghans, les perspectives sont plus que sombres, attentats-suicides, raids aériens, enlèvements, extorsion et pauvreté formant le quotidien. Cependant, un élément fondamental fait que mes compatriotes et moi verrons toujours l’avenir de l’Afghanistan d’un autre œil : nous, nous vivons en Afghanistan; l’Afghanistan est notre pays. C’est pourquoi, aussi désespérée que la situation puisse être ou paraître, nous devons garder espoir et trouver des solutions. Et ce n’est pas faire preuve de naïveté, mais de réalisme.

Chaque Afghan doit comprendre qu’il ou elle a un devoir à cet égard. Le pessimisme et le désespoir ne mèneront nulle part. Pour ma part, je tire ma force du souvenir de mon père, qui a quitté son village du centre de l’Afghanistan pour que ses enfants puissent recevoir une éducation. En 2007, j’ai créé une association⁷ dans l’intention de retourner dans ma région natale et d’y construire une école en l’honneur de mon père et de son courage. Depuis, trois projets de construction d’écoles ont été achevés et je me lance dans un projet lié à la santé.

Personnellement, j’estime que l’éducation est une composante vitale qui permet aux gens de s’extirper de la pauvreté, de l’exclusion et du sous-développement, et d’écrire eux-mêmes leur histoire. Mes projets ont donné des résultats qui ont dépassé mes attentes. D’abord, je suis très fière que tous ces projets soient créés par des Afghans, avec des Afghans et pour des Afghans. Qu’ils aient été conçus et mis en œuvre par une fille de la région n’est d’ailleurs pas passé inaperçu. Pour moi, il s’agit de contribuer aux changements culturels. Ensuite, quand j’ai rendu visite en 2010 aux communautés qui avaient bénéficié des projets, j’ai constaté que de nombreuses familles envoyaient leurs enfants à l’école, maintenant qu’un environnement d’étude adéquat est désormais accessible. En d’autres termes, les parents ont une alternative et ne sont plus obligés d’envoyer leurs enfants aux champs, filles comme garçons.

J’aimerais souligner ce dernier détail, car on me demande très souvent si mes projets portent uniquement sur la construction d’écoles pour filles. Certes, si l’on entend améliorer la situation dans mon pays, il est capital que les filles reçoivent une éducation; mais il n’en est pas moins important d’éduquer les garçons. En Afghanistan, une bonne partie de la violence dirigée contre les femmes est le fruit de la tradition et du manque d’éducation. Il faut comprendre que, si davantage de filles vont à l’école mais que les garçons ne sont pas plus nombreux à être scolarisés, bon nombre des problèmes de l’Afghanistan perdureront. Les écoles que je fais construire visent donc à améliorer la scolarisation des filles *et* des garçons.

L’approche que j’ai adoptée consiste à travailler en coopération avec les autorités centrales et provinciales. Mes projets ont été officiellement approuvés par les ministères de l’Éducation et de la Santé. Ils ne m’ont pas caché que les communautés isolées sur lesquelles je me concentrais n’étaient pas leur priorité et qu’ils n’avaient donc pas alloué de fonds à ces régions. Ils m’ont toutefois

7 L’Association Nai Qala, www.nai-qala.org

délivré les autorisations et apporté le soutien nécessaires. Je voulais être sûre que mes projets étaient conformes aux objectifs et aux programmes d'action nationaux. Je me suis par ailleurs assurée que les autorités des villages concernés feraient leur part du travail : elles ont mis à disposition les terrains et se sont engagées à effectuer l'entretien futur des infrastructures. Je veillerai à ce qu'elles respectent leurs engagements. Je voulais leur montrer qu'on ne doit pas toujours attendre que d'autres trouvent une solution à nos problèmes.

Enfin, je souhaitais contribuer un peu à faire évoluer l'image de l'Afghanistan à l'étranger. Je voulais montrer que les Afghans sont capables de prendre des initiatives et qu'ils peuvent faire changer les choses. J'ai collecté la plupart des fonds nécessaires en Suisse et dans quelques autres pays. À ce jour, plus de 700 personnes et institutions ont contribué à financer les projets de mon association. Ce chiffre est assez extraordinaire au regard des nombreuses raisons qui pourraient justifier de ne pas investir d'argent en faveur de mon pays. Je crois que ces personnes et ces institutions ont décidé d'apporter leur concours parce qu'elles ont commencé à découvrir l'Afghanistan sous un autre jour : un pays comme un autre, en somme, où les hommes, les femmes et les enfants aspirent à la sécurité, au respect et à la dignité.

